



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 77.034/2
du 25 septembre 2024

advies 77.034/2
van 25 september 2024

sur

over

un projet d'arrêté royal
'portant des dispositions
diverses relatives aux
membres du comité
de direction de la Sûreté
de l'État'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'houdende diverse
bepalingen betreffende
de leden van het
directiecomité van de
Veiligheid van de Staat'

Le 28 août 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et de la Mer du Nord à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant des dispositions diverses relatives aux membres du comité de direction de la Sûreté de l'État'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 23 septembre 2024. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Pierre-Olivier DE BROUX et Laurence VANCRAVEBECK, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section, et Ahmed TIOURIRINE, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre-Olivier DE BROUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 25 septembre 2024.

*

Op 28 augustus 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Justitie en Noordzee verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende diverse bepalingen betreffende de leden van het directiecomité van de Veiligheid van de Staat'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 23 september 2024. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Pierre-Olivier DE BROUX en Laurence VANCRAVEBECK, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd, en Ahmed TIOURIRINE, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre-Olivier DE BROUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 25 september 2024.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, la section de législation attire l'attention du demandeur d'avis sur le fait que la dissolution des Chambres législatives emporte que, depuis cette date et jusqu'à ce que, à la suite de l'élection des membres de la Chambre des représentants, le Roi nomme un nouveau Gouvernement, le Gouvernement ne dispose plus de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Si l'arrêté en projet trouve un fondement juridique dans les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution visés à l'alinéa 1^{er}, l'alinéa 2 doit, quant à lui, être omis car la loi du 30 novembre 1998 'organique des services de renseignement et de sécurité' n'en constitue pas le fondement légal.

2. Les alinéas 7, 8 et 9 seront complétés par les dates auxquelles les formalités qui y sont respectivement visées ont été accomplies. S'agissant plus spécifiquement des protocoles d'accord, il sera également fait mention de leurs numéros respectifs.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Lorsqu'une disposition modifiée par le projet a déjà fait l'objet de modifications qui sont encore en vigueur, il doit en être fait état dans la phrase liminaire de la disposition modificative du projet ¹. Il sera dès lors fait mention de la dernière modification de l'article 3 de l'arrêté royal du 5 décembre 2006 'relatif à l'administration générale et à la cellule d'appui de la Sûreté de l'État'.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 113.

Cette observation vaut également pour l'article 49 du projet où il sera fait mention de la dernière modification de l'article 186 de l'arrêté royal du 13 décembre 2006 'portant le statut des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'État'.

Article 2

De l'accord de la déléguée du Ministre, dans la version française, les mots à remplacer se trouvent à l'alinéa 1^{er} et non à l'alinéa 2.

Articles 4 et 20

L'article 4bis en projet (article 4 du projet) vise à instituer au sein de la Sûreté de l'État quatre directions, dont une direction « Intelligence », l'alinéa 4 en projet précisant à cet égard que

« [l]e directeur Intelligence exerce les missions confiées au directeur des Opérations de la Sûreté de l'État en vertu de la loi organique du 30 novembre 1998 des services de renseignement et de sécurité ».

Il ressort par ailleurs de l'article 4sexies, § 1^{er}, en projet (article 20 du projet) que pendant la durée de leur désignation, les directeurs bénéficient « de la dernière échelle de traitement A5 attachée à la fonction de commissaire divisionnaire des services extérieurs de la Sûreté de l'État ».

Un tel dispositif, qui a pour conséquence que la personne en charge des missions confiées au directeur des Opérations de la Sûreté de l'État (le directeur Intelligence) bénéficierait d'une échelle de traitement attachée à la fonction de commissaire divisionnaire, ne tient toutefois pas compte, d'une part, de l'article 2, 18°, de la loi du 30 novembre 1998, qui définit le « Directeur des Opérations de la Sûreté de l'État » comme l'« agent des services extérieurs de la Sûreté de l'État revêtu du grade de commissaire général qui est chargé de la direction des services extérieurs de la Sûreté de l'État » et, d'autre part, de l'article 4 de l'arrêté royal du 13 décembre 2006, qui prévoit le grade de commissaire général, auquel est attachée l'échelle de traitement A6.

Sauf à modifier la loi, le dispositif en projet ne peut être admis pour ce qui concerne le directeur « Intelligence » et sera modifié afin de tenir compte de l'article 2, 18°, de la loi du 30 novembre 1998.

Article 7

1. Dans la phrase liminaire de la version française, les mots « section 2 » seront remplacés par les mots « section 1^{re} ».
2. Dans la version française de l'article 4bis/1, § 1^{er}, 1°, en projet, il y a lieu d'écrire « Belge ».

3. Interrogée sur les motifs pour lesquels la condition visée à l'article 16, 7°, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 'portant le statut des agents de l'État' n'était pas rendue applicable aux candidats à la fonction de directeur, la déléguée du Ministre a indiqué :

« Voor onderhavig ontwerpbesluit hebben we ons geïnspireerd op het KB van 29/[10]/2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten. De voorwaarde in artikel 16, 7° van het KB 02/10/1937 vinden we eveneens niet terug in artikel 5 van het KB 29/10/2001 ».

Si l'article 5 de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 'relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation' ne contient pas de renvoi à l'arrêté royal du 2 octobre 1937, l'article 4 du même arrêté royal du 29 octobre 2001 précise toutefois quant à lui que les règles applicables à la sélection et au recrutement des agents de l'État sont en principe applicables.

Au demeurant, l'éventuelle exclusion de l'applicabilité de la condition fixée à l'article 16, 7°, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 dans un arrêté royal ne permet pas de justifier qu'il en soit fait de même dans l'arrêté en projet, cette appréciation devant se faire en fonction des circonstances de l'espèce. Il appartient dès lors à l'auteur du projet, soit de justifier les raisons pour lesquelles un candidat licencié pour motif grave, démis d'office ou révoqué ne pourrait pas devenir agent de l'État, mais pourrait être directeur au sein de la Sûreté de l'État, soit de rendre applicable également la condition prévue à l'article 16, 7°, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

Article 10

1. Dans la version française de l'article 4^{ter} en projet, le paragraphe 1^{er} sera précédé de « § 1^{er} ».

2. L'article 4^{ter}, § 1^{er}, alinéa 5, en projet vise à assurer « la répartition égale entre sexes » au sein de la commission de sélection.

La formulation « le ratio de répartition égale entre sexes » manque de clarté. Si l'intention de l'auteur du projet est bien d'assurer une égalité stricte, le terme « ratio » est superflu. S'il s'agit de mettre en place une répartition qui ne soit pas une égalité stricte, il convient de préciser ce « ratio ».

Par ailleurs, la notion de « sexe », utilisée dans la version française du projet, se distingue de celle de « genre » utilisée dans la version néerlandaise ². L'auteur du projet veillera à utiliser la notion la plus adéquate en fonction de l'objectif poursuivi.

² Ainsi par exemple, l'article 67, § 1^{er}, 1°, du Code bruxellois de l'égalité, de la non-discrimination et de la promotion de la diversité énonce les deux critères distinctement.

Article 12

Interrogée sur la distinction entre la notion d'« admissibilité », visée à l'article 4^{ter}/1, § 3, en projet, et celle de « recevabilité », visée à l'article 4^{ter} en projet, la déléguée du Ministre a indiqué :

« Ces termes sont repris de dispositions similaires de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 précité. Bien qu'il est probable que ces termes recouvrent les mêmes phases d'examen des candidatures, il semble souhaitable au proposant de garder la même terminologie.

Hier wordt weldegelijke de ontvankelijkheid bedoeld ».

Dans un souci de sécurité juridique et dans la mesure où la déléguée admet que ces notions ont la même portée, les termes employés seront uniformisés.

Article 17

1. À l'article 4^{quinq}ies, § 1^{er}, alinéa 7, en projet, la version française sera corrigée afin de correspondre à la version néerlandaise.

2. Interrogée sur la définition du « feedback à 360° », la déléguée du Ministre a indiqué :

« Le feedback à 360° est une méthode d'analyse qui permet d'évaluer les compétences génériques (comportementales) et techniques d'un collaborateur ou d'un groupe de collaborateurs dans le cadre d'un processus de développement. Elle est basée sur une enquête auprès de différents groupes cibles : clients internes/externes, collaborateurs, chefs, collègues... dans l'environnement de travail direct des collaborateurs ».

La notion de « feedback à 360° » gagnerait à être précisée dans le rapport au Roi.

Par ailleurs, la notion de « clients » utilisée par le projet pour identifier les personnes qui recourent à un service public ou auxquelles un service public s'adresse est impropre. Il convient de la remplacer par celle d'« usagers ».

3. Dans la version française, l'article 4^{quinq}ies, § 5, alinéa 4, en projet prévoit que l'évaluation « donne lieu » à la mention « insuffisant » lorsque « les objectifs fixés dans le plan d'action [...] n'ont pas été atteints » tandis que l'alinéa 5 en projet de la même disposition énonce que l'évaluation « donne lieu » à la mention « bon » « lorsque la plupart des objectifs [...] ont été atteints ». Ainsi formulés, ces deux alinéas paraissent contradictoires dans leur version française étant donné que l'hypothèse dans laquelle la plupart des objectifs ont été atteints pourrait donner lieu à la fois à une mention « insuffisant » sur la base de l'alinéa 4 (puisque « les objectifs n'ont pas été atteints ») et à une mention « bon » sur la base de l'alinéa 5.

Dans la version française, l'articulation entre ces deux alinéas doit par conséquent être revue de telle sorte qu'une situation *a priori* identique ne puisse entrer à la fois dans le champ d'application de l'un et de l'autre de ces alinéas. Et il convient d'harmoniser sur ce point les versions française et néerlandaise de la disposition.

Article 18

Selon l'article 4^{quinquies}/1, § 2, alinéa 6, en projet, le directeur régulièrement convoqué ne peut bénéficier que d'une seule remise de son audition devant l'organe de recours, une seconde demande de remise étant obligatoirement rejetée indépendamment du motif qui la justifie. Ce mécanisme, s'agissant d'une application concrète du principe *audi alteram partem*, peut être admis à la condition que le directeur puisse faire valoir ses arguments par écrit, *a fortiori* lorsque la seconde demande de remise est justifiée par une excuse valable.

Article 25

Dans la mesure où la désignation prend fin de plein droit, il est inutile de préciser qu'aucune notification n'est nécessaire. Par ailleurs, afin d'assurer la sécurité juridique, il n'en demeure pas moins utile de notifier au titulaire de la fonction de « directeur », à titre strictement informatif, que sa désignation a pris fin de plein droit.

Articles 25 et 27

À l'article 27, de l'accord de la déléguée du Ministre, l'hypothèse de la fin de la fonction visée à l'article 4^{sexies}/3, 2°, en projet est un cas de fin de fonction de plein droit visé à l'article 4^{sexies}/2, § 1^{er}, en projet, inséré par l'article 25. Le dispositif des articles 25 et 27 sera revu en conséquence.

Article 29

Dans la phrase liminaire, le mot « modifié » sera remplacé par le mot « inséré ».

Article 30

De l'accord de la déléguée du Ministre, l'article 30, qui insère un chapitre VI comportant un article 4^{octies}, alors que l'article 4^{octies} n'est pas inséré par ailleurs, sera omis.

Article 32

De l'accord de la déléguée du Ministre, le 1°, qui n'apporte aucune modification à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 13 décembre 2006 actuellement en vigueur, sera omis.

Articles 44 et 45

Les articles 44 et 45, qui modifient tous deux l'article 139 de l'arrêté royal du 13 décembre 2006, seront regroupés dans un seul article.

Article 54

Les mots à abroger seront rédigés comme suit :

« , la cellule d'appui ».

Article 56

Interrogée sur les motifs pour lesquels les mandats de directeur en cours n'iront pas à leur terme, ces mandats prenant fin dès que les nouvelles désignations seront effectuées, la déléguée du Ministre a indiqué que

« [l]es profils de fonctions et les compétences des directeurs ont subi, du fait de l'arrêté en projet, de profondes modifications. L'intitulé des directions et leurs compétences ont profondément changé. Il est donc légitime du point de vue de l'autorité de mettre fin à ces mandats au moment où de nouveaux directeurs seront désignés, dans le respect du principe de continuité du service ».

Dans le même sens, interrogée à propos de la possibilité pour les directeurs actuels de prendre part à la nouvelle procédure de sélection et si leur éventuelle désignation devait être assimilée à un premier mandat, la déléguée du Ministre a indiqué :

« Oui, ils pourront participer à la procédure de sélection. L'ensemble des fonctions à pourvoir étant soit vacantes, soit profondément modifiées. À partir du moment où un directeur participe à une sélection, sa désignation est la première, et est donc renouvelable ».

Article 57

Le rapport au Roi n'indiquant pas ce qui justifierait une entrée en vigueur le jour de la publication de l'arrêté en projet au *Moniteur belge*, l'article 57 sera omis.

*

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Rekening houdend met het ogenblik waarop dit advies wordt gegeven, vestigt de afdeling Wetgeving de aandacht van de adviesaanvrager erop dat de ontbinding van de wetgevende kamers tot gevolg heeft dat de regering sedert die datum en totdat, na de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers, een nieuwe regering is benoemd door de Koning, niet meer over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of het wijzigen van verordeningen noodzakelijk is.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Het ontwerp vindt rechtsgrond in de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet, waarnaar in het eerste lid wordt verwezen. Het tweede lid moet echter worden weggelaten aangezien de daar vermelde wet van 30 november 1998 ‘houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdienst’ aan het ontwerp geen rechtsgrond biedt.
2. Het zevende, het achtste en het negende lid moeten worden aangevuld met de datum waarop de vormvereisten waarnaar ze respectievelijk verwijzen, vervuld zijn. Wat meer specifiek de protocolakkoorden betreft, moeten ook de respectieve nummers worden vermeld.

DISPOSITIEF

Artikel 1

Als een bepaling die door het ontwerp wordt gewijzigd, al eerder wijzigingen heeft ondergaan die nog altijd van kracht zijn, moeten deze in de inleidende zin van de wijzigingsbepaling van het ontwerp worden vermeld.¹ Bijgevolg moet melding gemaakt worden

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 113.

van de laatste wijziging van artikel 3 van het koninklijk besluit van 5 december 2006 ‘betreffende het algemeen bestuur en de ondersteuningscel van de Veiligheid van de Staat’.

Deze opmerking geldt ook voor artikel 49 van het ontwerp, waarin melding moet worden gemaakt van de laatste wijziging van artikel 186 van het koninklijk besluit van 13 december 2006 ‘houdende het statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat’.

Artikel 2

Wat betreft de Franse tekst heeft de gemachtigde van de minister beaamd dat de te vervangen woorden in het eerste lid staan, en niet in het tweede lid.

Artikelen 4 en 20

Het ontworpen artikel 4*bis* (artikel 4 van het ontwerp) strekt tot oprichting van vier directies bij de Veiligheid van de Staat, waaronder een directie “Intelligence”. In het ontworpen vierde lid staat in dat verband:

“De directeur Intelligence voert de taken uit die krachtens de organieke wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten zijn toevertrouwd aan de directeur Operaties van de Veiligheid van de Staat.”

Uit het ontworpen artikel 4*sexies*, § 1, (artikel 20 van het ontwerp) volgt bovendien dat de directeurs tijdens de duur van hun aanstelling worden ingeschaald “in de laatste weddeschaal A5 verbonden aan de functie van afdelingscommissaris van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat”.

Een dergelijke regeling, die tot gevolg heeft dat de persoon die belast is met de opdrachten die worden toevertrouwd aan de directeur Operaties van de Veiligheid van de Staat (de directeur Intelligence) ingeschaald zou worden in een weddeschaal verbonden aan de functie van afdelingscommissaris, gaat evenwel voorbij enerzijds aan artikel 2, 18°, van de wet van 30 november 1998, waarin de “Directeur Operaties van de Veiligheid van de Staat” wordt gedefinieerd als “de agent van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat, bekleed met de graad van commissaris-generaal, die belast is met de leiding van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat”, en anderzijds aan artikel 4 van het koninklijk besluit van 13 december 2006, dat voorziet in de graad van commissaris-generaal waaraan weddeschaal A6 wordt verbonden.

Tenzij de wet wordt gewijzigd, kan het ontworpen dispositief niet aanvaard worden voor zover het betrekking heeft op de directeur “Intelligence” en moet het worden gewijzigd om rekening te houden met artikel 2, 18°, van de wet van 30 november 1998.

Artikel 7

1. In de inleidende zin van de Franse tekst moeten de woorden “section 2” vervangen worden door de woorden “section 1^{re}”.
2. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 4*bis*/1, § 1, 1°, dient men “Belge” te schrijven.
3. Op de vraag om welke redenen de voorwaarde, bedoeld in artikel 16, 7°, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 ‘houdende het statuut van het Rijkspersoneel’, niet toepasselijk gemaakt is op de kandidaten voor de functie van directeur, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Voor onderhavig ontwerpbesluit hebben we ons geïnspireerd op het KB van 29/[10]/2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten. De voorwaarde in artikel 16, 7° van het KB 02/10/1937 vinden we eveneens niet terug in artikel 5 van het KB 29/10/2001.”

Het is inderdaad zo dat artikel 5 van het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 ‘betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten’ geen verwijzing naar het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 bevat, maar artikel 4 van hetzelfde koninklijk besluit van 29 oktober 2001 bepaalt dat de regels die toepasselijk zijn op de selectie en de werving van het Rijkspersoneel in principe van toepassing zijn.

Het feit dat een koninklijk besluit eventueel uitsluit dat de voorwaarde van artikel 16, 7°, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 van toepassing is, rechtvaardigt overigens niet dat het ontwerpbesluit dat eveneens doet, aangezien die beoordeling moet gebeuren op basis van de omstandigheden ter zake. Ofwel dient de steller van het ontwerp dus te motiveren waarom een kandidaat die wegens dringende reden of ambtshalve ontslagen is of die is afgezet, geen lid van het Rijkspersoneel zou mogen worden maar wel directeur zou kunnen zijn bij de Veiligheid van de Staat, ofwel moet hij de voorwaarde van artikel 16, 7°, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 eveneens toepasselijk maken.

Artikel 10

1. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 4*ter*, moet paragraaf 1 voorafgegaan worden door “§ 1^{er}”.
2. Het ontworpen artikel 4*ter*, § 1, vijfde lid, strekt ertoe te zorgen voor een “gelijke genderverdeling” binnen de selectiecommissie.

De formulering “de verhoudingsgewijs gelijke genderverdeling” is onduidelijk. Als de steller van het ontwerp inderdaad een strikte gelijkheid bedoelt, is de term “verhoudingsgewijs” overbodig. Als het zijn bedoeling is te zorgen voor een verdeling zonder strikte gelijkheid, dient die “verhouding” nader te worden bepaald.

Bovendien is het begrip “sexe” in de Franse tekst van het ontwerp niet hetzelfde als het begrip “gender” dat gebruikt wordt in de Nederlandse tekst.² De steller van het ontwerp dient erop toe te zien dat hij het adequaatste begrip gebruikt naargelang van de nagestreefde doelstelling.

Artikel 12

Op de vraag wat het onderscheid is tussen het begrip “toelaatbaarheid”, genoemd in het ontworpen artikel 4ter/1, § 3, en het begrip “ontvankelijkheid”, genoemd in het ontworpen artikel 4ter, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Ces termes sont repris de dispositions similaires de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 précité. Bien qu'il est probable que ces termes recouvrent les mêmes phases d'examen des candidatures, il semble souhaitable au proposant de garder la même terminologie.

Hier wordt weldegelijke de ontvankelijkheid bedoeld.”

Ter wille van de rechtszekerheid, en aangezien de gemachtigde toegeeft dat die begrippen dezelfde draagwijdte hebben, moet een uniforme terminologie worden gebruikt.

Artikel 17

1. De Franse tekst van het ontworpen artikel 4quinquies, § 1, zevende lid, moet worden verbeterd zodat hij overeenstemt met de Nederlandse tekst.

2. Op de vraag naar de definitie van de “360°-feedback” heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Le feedback à 360° est une méthode d'analyse qui permet d'évaluer les compétences génériques (comportementales) et techniques d'un collaborateur ou d'un groupe de collaborateurs dans le cadre d'un processus de développement. Elle est basée sur une enquête auprès de différents groupes cibles : clients internes/externes, collaborateurs, chefs, collègues... dans l'environnement de travail direct des collaborateurs.”

Het verdient aanbeveling het begrip de “360°-feedback” te verduidelijken in het verslag aan de Koning.

Bovendien is het begrip “klanten”, dat in het ontwerp wordt gebruikt voor personen die een beroep doen op een openbare dienst of voor wie een openbare dienst bestemd is, ongeschikt. Het dient vervangen te worden door het begrip “gebruikers”.

3. Wat betreft de Franse tekst van het ontworpen artikel 4quinquies, § 5, wordt in het vierde lid bepaald dat de evaluatie “wordt besloten” met de vermelding “onvoldoende” als eruit blijkt “dat de doelstellingen vastgelegd in het actieplan niet werden verwezenlijkt”, terwijl het vijfde lid stelt dat de evaluatie “wordt besloten” met de vermelding “goed” als eruit blijkt dat de

² Zo worden die twee criteria in artikel 67, § 1, 1°, van het Brussels Wetboek inzake de gelijkheid, de non-discriminatie en de bevordering van diversiteit bijvoorbeeld apart vermeld.

meeste doelstellingen (“la plupart des objectifs”) werden verwezenlijkt. De Franse tekst van die twee leden houdt zodoende een contradictie in: gesteld dat de meeste doelstellingen verwezenlijkt zijn, zou men zowel een vermelding “onvoldoende” kunnen geven op basis van het vierde lid (aangezien de “doelstellingen (...) niet werden verwezenlijkt”) als een vermelding “goed” op basis van het vijfde lid.

In de Franse tekst moet de samenhang tussen die twee leden dus worden herzien zodat een situatie die *a priori* identiek is, niet tegelijk in het toepassingsgebied van beide leden kan vallen. De Nederlandse en de Franse tekst van de bepaling dienen ook op dit punt nader op elkaar te worden afgestemd.

Artikel 18

Luidens het ontworpen artikel 4^{quinq}ies/1, § 2, zesde lid, kan de directeur die op regelmatige wijze is opgeroepen, slechts één keer gebruikmaken van uitstel van zijn hoorzitting ten overstaan van het beroepsorgaan, en wordt een tweede verzoek om uitstel, ongeacht welke motivering ervoor wordt gegeven, verplicht verworpen. Aangezien het om een concrete toepassing van het beginsel *audi alteram partem* gaat, is die regeling alleen toelaatbaar op voorwaarde dat de directeur zijn argumenten schriftelijk kan laten gelden, *a fortiori* wanneer het tweede verzoek om uitstel op een geldige reden steunt.

Artikel 25

In zoverre de aanstelling van rechtswege eindigt, is het onnodig te stipuleren dat geen “betekening” (lees: kennisgeving) vereist is. Dat neemt overigens niet weg dat het voor de rechtszekerheid nuttig blijft de houder van de functie van “directeur”, louter ter informatie, ervan in kennis te stellen dat zijn aanstelling van rechtswege beëindigd is.

Artikelen 25 en 27

Wat artikel 27 betreft, is de gemachtigde van de minister het ermee eens dat de functiebeëindiging die wordt bedoeld in het ontworpen artikel 4^{sexies}/3, 2°, een functiebeëindiging van rechtswege is, bedoeld in het ontworpen artikel 4^{sexies}/2, § 1, ingevoegd bij artikel 25. Het dispositief van de artikelen 25 en 27 moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 29

In de inleidende zin moet het woord “gewijzigd” vervangen worden door het woord “ingevoegd”.

Artikel 30

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat artikel 30 moet worden weggelaten: het strekt tot invoeging van een hoofdstuk VI dat een artikel 40cties bevat, terwijl artikel 40cties niet wordt ingevoegd.

Artikel 32

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat punt 1°, dat geen enkele wijziging aanbrengt in artikel 1 van het momenteel van kracht zijnde koninklijk besluit van 13 december 2006, weggelaten moet worden.

Artikelen 44 en 45

De artikelen 44 en 45, die beide strekken tot wijziging van artikel 139 van het koninklijk besluit van 13 december 2006, moeten samengevoegd worden in een enkel artikel.

Artikel 54

De op te heffen woorden moeten gesteld worden als volgt:

“, de ondersteuningscel,”.

Artikel 56

Op de vraag om welke redenen de directeurs hun lopende mandaat niet zullen kunnen volbrengen en die mandaten beëindigd worden zodra de nieuwe aanstellingen een feit zijn, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Les profils de fonctions et les compétences des directeurs ont subi, du fait de l'arrêté en projet, de profondes modifications. L'intitulé des directions et leurs compétences ont profondément changé. Il est donc légitime du point de vue de l'autorité de mettre fin à ces mandats au moment où de nouveaux directeurs seront désignés, dans le respect du principe de continuité du service.”

Op een vraag over de mogelijkheid voor de huidige directeurs om deel te nemen aan de nieuwe selectieprocedure en op de vraag of hun eventuele aanstelling zou moeten worden gelijkgesteld met een eerste mandaat, heeft de gemachtigde van de minister in dezelfde zin het volgende antwoord gegeven:

“Oui, ils pourront participer à la procédure de sélection. L'ensemble des fonctions à pourvoir étant soit vacantes, soit profondément modifiées. À partir du moment où un directeur participe à une sélection, sa désignation est la première, et est donc renouvelable.”

Artikel 57

Aangezien in het verslag aan de Koning niet wordt gemotiveerd waarom het ontworpen besluit in werking moet treden op de dag van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, moet artikel 57 weggelaten worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Patrick RONVAUX